

Bernard Girard  
Chronique du 08/09/08

## Le RSA sous le feu des critiques

***Le RSA, revenu de solidarité active, dont nous allons parler ce matin a longtemps été considéré avec bienveillance par l'ensemble de la classe politique. Depuis quelques semaines, le ton a changé...***

Les critiques se multiplient effectivement depuis quelques temps sur ce dispositif qui a d'abord été bien accueilli. Il est vrai qu'il repose sur une idée qui paraît juste et de bon sens. Si l'on veut que les gens qui perçoivent le RMI retournent à l'emploi, il faut que cela soit pour eux financièrement avantageux. Or, ce n'est pas le cas puisqu'ils perdent lorsqu'ils retrouvent un emploi un certain nombre d'avantages sociaux, comme les transports gratuits, l'exonération de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle.

Le RSA est, en résumé, un complément de revenus pour les gens qui touchent le RMI et reprennent un travail. Il a été conçu pour résoudre un problème que les associations qui s'occupent des plus fragiles connaissent depuis longtemps. Dans son mécanisme, il s'inspire d'expériences étrangères, notamment australienne.

***Les critiques ont surtout concerné son financement...***

Les critiques concernent effectivement le mode de financement choisi par le gouvernement, mais pas seulement. Beaucoup s'interrogent sur les effets de ce dispositif sur le marché du travail. Le plus frappant est qu'elles viennent d'un peu partout, de la droite, de la gauche, du Medef, des associations qui traitent ces questions...

***C'est avec l'annonce du mode de financement que les premières critiques sont apparues.***

Comme vous le savez, le gouvernement a choisi un financement basé sur une ponction de 1,1% sur les revenus du patrimoine. Cela a immédiatement suscité des critiques à droite chez ceux qui trouvent que l'on paie déjà trop d'impôts. Le Président de la République a été élu sur la promesse de réduire les prélèvements obligatoires, la pression fiscale. Or, il crée un nouvel impôt. Ce qui n'est pas, d'ailleurs, une nouveauté. Il y a quelques jours le Canard Enchaîné s'est amusé à faire la liste des nouveaux impôts créés par Nicolas Sarkozy. Il y en a eu pratiquement un par mois.

Mais cet impôt sur le patrimoine n'a pas non plus trouvé grâce aux yeux de la gauche puisqu'y échapperont les plus riches, les 300 000 ménages qui bénéficient du bouclier fiscal qui empêche de payer plus de 50% de ses revenus en impôts.

***Ce sont donc les classes moyennes qui paieront...***

Ce sont tous ceux qui ont un peu d'épargne, qui ont une assurance vie, un appartement, un studio qu'ils louent... ce qui fait beaucoup de monde. On a calculé que de 40 à 60% des ménages seraient concernés. Ce que ces ménages ont d'ailleurs compris puisque, vous l'avez vu, 61% des Français sont, d'après l'[IFOP](#), hostiles à cette nouvelle taxe.

Mais les critiques ne s'arrêtent pas là. Deux autres objections de type financier ont été avancées. La première touche à la politique budgétaire. Vous savez que le gouvernement s'est engagé à réduire nos déficits. Or, disent ses détracteurs qui ne sont pas forcément de gauche, ce nouvel impôt est de mauvais augure. Il aurait, expliquent-ils, mieux valu le financer en faisant des économies. Si l'on n'est pas capable de trouver dans le budget de l'Etat de quoi financer une mesure de ce type comment fera-t-on pour trouver les milliards nécessaires à la réduction des déficits?

La seconde critique vient du MEDEF des conseils généraux...

***L'alliance est insolite...***

Certainement, mais elle tient au mécanisme lui-même. Pour qu'il soit efficace, pour que les employeurs recrutent des gens depuis longtemps sur les marges du marché du travail, on va offrir aux candidats au RSA un accompagnement sous forme de formation et de conseil.

***Cela paraît plutôt utile...***

Oui, mais il va falloir financer cet accompagnement qui sera réalisé soit par l'ANPE, soit par des opérateurs privés. Là où il sera réalisé par l'ANPE, il sera financé par l'Unedic, c'est-à-dire par les entreprises, d'où les protestations du MEDEF. S'il est réalisé par les opérateurs privés, il sera financé par les conseils généraux, d'où les réserves de ceux-ci. Ces protestations et réserves sont d'autant plus vives que l'on estime que le RSA devrait augmenter de 300 à 400 000 le nombre d'inscrits à l'ANPE.

***C'est-à-dire le nombre de chômeurs?***

Pas tout à fait, puisque tous ne seront pas inscrits dans les catégories que l'on prend en compte lorsque l'on calcule le taux de chômage, mais il faudra financer l'accompagnement de ces nouveaux inscrits. Pour ce qui est du chômage, le RSA pourrait effectivement l'augmenter, au moins dans les statistiques, mais tout cela est un peu artificiel. Ce sont des gens qui n'ont pas de travail aujourd'hui mais que l'on ne compte pas dans les chiffres des sans emplois que l'on dénombrera. Reste que cela peut donner des sueurs froides au gouvernement, surtout si les statistiques du chômage continuent de se dégrader, comme ce sera probablement le cas.

***Cela fait beaucoup d'opposants...***

Oui. Et ce n'est pas fini. Parce qu'à ces critiques d'ordre financier sont venues s'ajouter d'autres sur le dispositif lui-même. Sur sa logique, sur son efficacité, sur ses effets sur le marché du travail.

***On craint que le dispositif ne soit pas efficace?***

On craint surtout qu'il ne touche qu'une partie des populations pauvres. Il laisse de côté les personnes âgées qui n'ont comme revenu que le minimum vieillesse et qui n'ont pas vocation à retourner sur le marché du travail. Parmi les rmistes, il ne touchera que ceux qui sont le plus proches du marché du travail et laissera de côté ceux qui ne peuvent y accéder parce qu'ils ont des problèmes de garde d'enfants, n'ont pas les moyens de transport qui leur permettent de se rendre dans les zones où il y a de l'emploi... Il ne fera donc pas reculer autant la pauvreté qu'on l'aurait souhaité.

D'autant qu'il n'est pas sûr que les plus proches du marché du travail, ceux auxquels il profitera en premier refusent, autant qu'on a pu le dire, un travail parce qu'il ne leur rapporte pas plus que les minima sociaux.

***C'est pourtant bien le raisonnement au coeur de ce dispositif.***

Oui, mais est-il exact? Correspond-il à une réalité? Y a-t-il beaucoup de gens qui, lorsqu'ils ont le choix entre un emploi et le RMI, choisissent le RMI sous prétexte qu'il leur rapporte quelques euros de plus?

***C'est ce que dit le raisonnement économique...***

Je sais bien. Mais est-ce vrai? Si ce l'était les gens qui entrent en RMI y resteraient le plus longtemps possible. Or, seuls les plus âgés, qui n'ont aucune chance de rentrer sur le marché du travail, restent longtemps dans le RMI. Les autres en partent dès qu'ils en ont l'occasion. Le taux de renouvellement annuel des allocataires est de l'ordre de un tiers. Ce qui veut dire que la plupart des allocataires choisissent de travailler lorsqu'ils en ont l'occasion. Ce n'est pas un hasard si le nombre de Rmistes a diminué en 2006 et 2007 lorsque le chômage a reculé.

On a en tête l'image de gens qui se complaisent dans l'assistance, qui vivent aux frais de la collectivité, mais c'est une image largement erronée. Vous avez qu'on a réalisé des expérimentations dans plusieurs départements. Elles n'ont pas montré que le RSA avait des effets significatifs sur le retour à l'emploi.

***Le RSA améliorera malgré tout la situation financière des allocataires du RMI qui reprennent un emploi.***

C'est indiscutable à partir de la deuxième année, comme l'ont montré les [calculs](#) du Monde. C'est moins vrai la première année pour ceux qui travaillent à temps partiel. Mais, vous avez raison, le RSA va sur le long terme améliorer les revenus des travailleurs les plus pauvres. Et tant mieux! Incitera-t-il pour autant des bénéficiaires de minimas sociaux à reprendre des emplois qu'ils refuseraient aujourd'hui? C'est beaucoup moins sûr. On pourrait même obtenir l'effet contraire, comme le soulignait la semaine dernière Thomas Piketty dans [Libération](#).

Prenez le cas d'une personne qui travaille 20 heures par semaines et bénéficie du RSA. Son employeur lui propose de passer à 35 heures. Ses revenus en temps plein lui retirent le droit au RSA, mais l'écart entre son salaire à 35 heures et son salaire à 20 heures complété par le RSA est faible,. Trop faible pour qu'il cherche à travailler à plein temps. Surtout si le fait de travailler à plein temps augmente ses charges et la force, par exemple, à prendre une garde d'enfants... En ce sens, le RSA conçu pour lutter contre ce que les spécialistes appellent les "trappes de la pauvreté" pourrait se transformer en une trappe qui enferme les salariés dans des emplois mal rémunérés, sans espoir de promotion.

***Mais est-ce que ce n'est pas un peu en contradiction avec ce que vous nous disiez il y a un instant sur ces rmistes qui vont travailler même si cela se traduit par une baisse de leurs revenus?***

Ce n'est pas la même chose de vivre complètement de l'assistance et de travailler à mi-temps tout en bénéficiant d'aides sociales.

***Vous nous parliez également d'inquiétudes sur l'impact du RSA sur le marché du travail.***

On peut, effet, craindre que le supplément de revenu accordé à ses titulaires n'augmente le nombre d'emplois à temps partiel et ne favorise un peu plus encore la précarité. Sachant que les salariés à temps partiel peuvent obtenir un complément de revenus, les entreprises pourraient être tentées de multiplier ce type d'emplois. Surtout si, associés aux compléments de revenus sociaux, ils assurent aux salariés des revenus proches de ceux qu'ils auraient s'ils travaillaient plus longtemps.

***Mais toutes les entreprises n'ont pas besoin de temps partiel...***

Non. Le phénomène risque de se concentrer sur quelques secteurs qui font déjà largement appel au temps partiel, comme la grande distribution et, de manière plus générale, les services. Je pense notamment aux services à la personne, garde d'enfants, soins aux personnes âgées, ménage... qui emploient du personnel peu qualifié avec des horaires atypiques et donc, souvent, partiels.

***C'est un secteur dont on dit qu'il va se développer dans les années qui viennent.***

C'est un secteur que le gouvernement veut développer. Et dont les employeurs, des entreprises du secteur marchand, mais surtout des associations, pourraient profiter du RSA pour résoudre une de leurs difficultés de gestion.

***Le RSA n'a pas été créé pour cela.***

Non, bien sûr que non. Mais cela pourrait très bien l'une de ses conséquences...

***Vous ne semblez pas très optimiste...***

Je me suis attaché dans cette chronique à faire le point sur les critiques apportées à ce dispositif qui a un côté très positif puisqu'il devrait améliorer l'ordinaire de beaucoup de gens qui vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. Mais comme beaucoup de mesures sociales, il risque :

- de ne pas atteindre les objectifs ambitieux qu'on lui a fixés, que ce soit en terme de lutte contre la pauvreté ou d'amélioration de l'emploi,
- de créer des effets pervers, en l'espèce le développement d'emplois sous-payés qui n'offrent à leurs titulaires que peu d'espoir d'amélioration et de promotion.